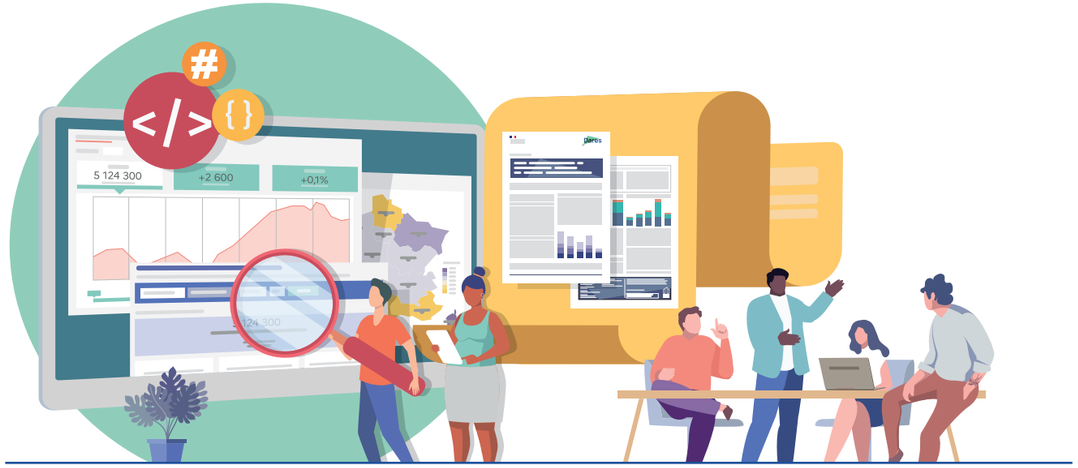
Programme de travail **2024**



ILLUSTRATIONS : FREEPIK

Sommaire

Les grandes tendances à l'œuvre et le rôle de la Dares 2

Interview du directeur Michel Houdebine 3

Les chiffres clés : parutions 2023 4

Le dossier 30 ans : déchiffrer les évolutions du travail et de l'emploi pour éclairer l'avenir 6

Politiques de l'emploi : 30 années d'évolutions et d'évaluations 6

Les nouveaux visages du chômage et l'objectif du plein-emploi 8

Enquête Conditions de travail : les raisons du succès d'un dispositif pas comme les autres 10

Programme de travail 2024 12

Mesurer et comprendre les effets de la transition numérique 14

Mesurer et comprendre les effets de la transition écologique 15

Mesurer et comprendre les effets des discriminations 16

Politiques d'emploi et de formation professionnelle 18

Dialogue social et rémunérations 20

Temps et conditions de travail 22

Emploi et chômage 24

La Dares aujourd'hui 26

Annexes 30

INTERVIEW

MINISTÈRES SOCIAUX / DICOM / ANTON KARLINER / SIPA PRESS

Michel Houdebine

Directeur de la Dares

Les grandes tendances à l'œuvre et le rôle de la Dares

De par ses productions très variées, la Dares est un acteur central en matière de suivi et d'analyse du marché du travail et des politiques de l'emploi. Au quotidien, elle coopère avec l'ensemble des acteurs, et notamment les organismes en charge de la définition ou de la mise en œuvre des politiques ainsi que les organismes d'études et de recherche. À sa tête depuis 2021, Michel Houdebine veille à entretenir cette dynamique.

Quel bilan faites-vous des 30 années d'activité de la Dares ?

Depuis 30 ans, l'activité de la Dares est marquée par une continuité dans ses thématiques et ses outils d'analyse, couplée à la volonté d'innover pour profiter de ce que les nouvelles techniques peuvent apporter pour mieux comprendre le marché du travail. Ainsi, nous continuons à réaliser à intervalles réguliers de grandes enquêtes auprès des acteurs du marché du travail tout en mobilisant de plus en plus les nouvelles possibilités offertes par les grandes bases de données administratives et les capacités de calcul actuelles. Nous nous attachons à assurer une complémentarité entre travaux qualitatifs et quantitatifs mais nous développons aussi d'autres approches comme par exemple des travaux à base de *testing*. Enfin, si les thématiques de la dynamique de l'emploi et du chômage restent naturellement une composante majeure de notre activité, nous nous intéressons également aux transformations les plus récentes liées notamment à la transition écologique et à la révolution numérique.

Comment se traduit le développement d'approches partenariales dans l'activité de la Dares ?

Face à la complexité des évolutions du marché du travail, travailler avec des partenaires a toujours fait partie de l'ADN de la Dares. Aujourd'hui, cela se concrétise par le développement d'appariements qui fournissent des données très riches et permettent d'améliorer la finesse de nos analyses. La nature de ces coopérations change également puisqu'il ne s'agit plus seulement de travailler ensemble sur des questionnaires d'enquête mais aussi, désormais, d'échanger des données avec d'autres producteurs. Nous commençons par exemple à exploiter la richesse de l'appariement sur lequel nous travaillons avec France Travail et la Cnaf et qui couple les données du marché du travail avec celles de l'assurance chômage et des minima sociaux (Midas). Nous travaillons également avec les services statistiques des ministères de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale sur l'insertion des jeunes sur le marché du travail. En 2024, c'est avec les services statistiques de la Cnam et du ministère de l'Intérieur que nous renforcerons notre coopération pour mieux comprendre, d'une part, l'impact des conditions de travail sur les dépenses de santé et, d'autre part, le devenir sur le marché du travail des étrangers titulaires d'un titre de séjour.

Quel rôle tient l'innovation à la Dares et quelle forme prend-elle ?

Comme pour tout service statistique ministériel, notre objectif est de produire des études nouvelles, avec un très haut standard de qualité. Pour cela, l'innovation est essentielle. Par exemple, les nouvelles technologies nous ont permis d'automatiser la publication de certains supports et l'IA nous permettra d'aller chercher des informations dans des données non structurées comme celles issues des accords d'entreprises. Nous construisons également de nouvelles bases de données par l'interrogation automatisée de sources disponibles sur internet (*webscraping* des offres d'emploi avec Jocas). La mobilisation de très grands appariements nécessite également d'adapter nos systèmes d'information et nos modes d'exploitation des données. L'enjeu pour la Dares est très concret. Ces nouvelles bases de données permettent d'apporter une richesse d'analyse jusque-là hors d'atteinte et notamment au niveau micro-local, comme ce sera par exemple le cas pour les travaux d'évaluation de l'expérimentation Territoires zéro chômeurs de longue durée (TZCLD).

Quels sont, selon vous, les prochains enjeux pour la Dares ?

Nous conserverons une ambition forte en matière d'évaluation. De nombreux travaux sont prévus en 2024 : réforme de l'assurance chômage de 2019-2021, rapport final du conseil scientifique du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), début des exploitations de la première enquête sur les relations sociales en entreprises (Reponse) après les ordonnances de 2017, etc. Certains travaux se prolongeront l'an prochain, comme ceux portant sur l'expérimentation de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA dans le cadre de la mise en place de France Travail ou ceux sur l'expérimentation TZCLD.

> ***« Travailler avec des partenaires a toujours fait partie de l'ADN de la Dares. »***

La mise à disposition de nos données est aussi un point d'attention constant. La base de données Midas est ainsi disponible au Centre d'accès sécurisé à distance (CASD) depuis la fin 2023 et la base Jocas sera mise à disposition sur le SSP Cloud cette année.

Enfin, la simplification reste évidemment un objectif important pour la Dares. Nous continuerons nos travaux pour alléger les questionnaires de certaines de nos enquêtes grâce, notamment, à la mobilisation des données administratives comme par exemple la Déclaration sociale nominative. ●

Parutions 2023

EMPLOI ET MARCHÉ DU TRAVAIL

9 millions

de contrats (CDD et intérim) de moins d'un mois pourraient être transformés en 2019 en contrats stables (CDI ou CDD d'un an)

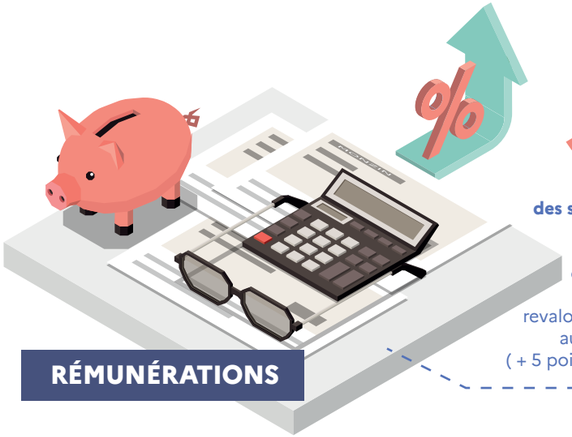
183,8 milliards €

c'est le montant de la **dépense publique** en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2021 (- 3 % par rapport à 2020)

14 %

c'est la part des **ménages sans emploi hors retraités** (+ 4 points entre 1990 et 2019)

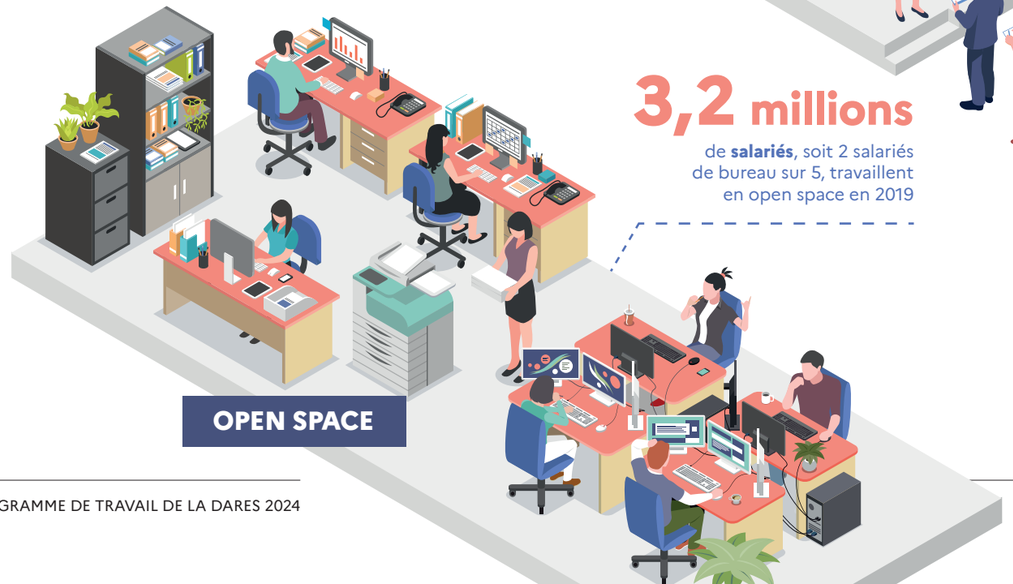
RÉMUNÉRATIONS



17 %

des salariés du privé, soit 3,1 millions de personnes, ont directement bénéficié de la revalorisation du Smic au 1er janvier 2023 (+ 5 points en deux ans)

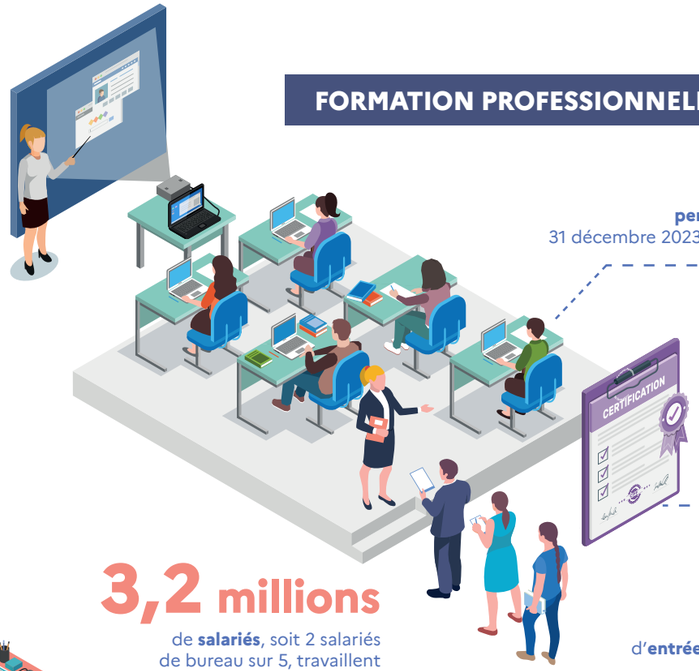
OPEN SPACE



3,2 millions

de **salariés**, soit 2 salariés de bureau sur 5, travaillent en open space en 2019

FORMATION PROFESSIONNELLE



1 020 000

personnes sont en contrat d'apprentissage au 31 décembre 2023 (+ 4,8 % par rapport à fin décembre 2022)

1 851 200

formations sont suivies en 2022 dans le cadre du compte personnel de formation (CPF), en légère baisse par rapport au pic atteint en 2021

1,6 million

d'**entrées en formation** de personnes en recherche d'emploi en 2022 (stages de la formation, programmes nationaux du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) et compte personnel de formation autonome)

Retrouvez nos sources en ligne
dares.travail-emploi.gouv.fr

30 ans

Déchiffrer les évolutions du travail et de l'emploi pour éclairer l'avenir

À l'occasion de ses 30 ans, la Dares a convié chercheurs et partenaires à repenser les transformations du marché du travail et esquisser des perspectives. Les échanges ont permis de faire un bilan de son action et d'évoquer les méthodes de travail retenues afin de rester aussi efficace qu'utile pour déchiffrer les mutations du monde du travail.

MINISTÈRES SOCIAUX / DICOM / ANTON KARLINER / SIPA PRESS

De gauche à droite : Serge Volkoff (Cnam CEET), Thomas Coutrot (Ires), Anne Audic (DGT), Philippe Askenazy (CNRS, Insee), Agnès Parent-Thirion (Eurofound) et Elisabeth Algava (Dares).

Politiques de l'emploi : 30 années d'évolutions et d'évaluations

En France, les politiques de l'emploi et d'insertion professionnelle sont caractérisées par quelques invariants : la priorité accordée aux jeunes, l'objectif d'accompagner et former les demandeurs d'emploi et un niveau de dépense relativement élevé en comparaison internationale… En plus de ces tendances lourdes déjà là avant la création de la Dares, plusieurs tournants ont pu être observés depuis.

Les tournants des politiques d'emploi

Le début des années quatre-vingt-dix a d'abord été marqué par la bascule de mesures ciblées (jeunes, chômeurs…) à des mesures générales et à une priorité accordée à la baisse du coût du travail. *« En 1992, cela a commencé avec les premières exonérations de cotisations sociales sur les emplois à temps partiel. À partir de 1993, ce sont les emplois à bas salaires (entre 1 et 1,3 Smic) qui ont fait l'objet d'exonérations. Dans les années 2000, ces mesures générales s'étendent au-delà des seuls bas salaires, à travers le CICE ou le pacte de responsabilité »*, détaille Christine Erhel, professeure au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) et directrice du Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET).

Par la suite, les politiques d'emploi se sont focalisées sur l'offre de travail, avec pour objectif de rendre le travail « payant » (prime pour l'emploi, volet activité du RSA, prime d'activité…). En parallèle, le volet accompagnement vers l'emploi s'est renforcé. Moins séquentiel, plus intense et faisant le lien à l'entreprise… avec l'idée de rendre les demandeurs d'emploi acteurs de leur parcours d'insertion.

Une dernière observation concerne le levier d'action mobilisé face aux crises. Pendant la crise sanitaire, l'activité partielle – déjà actionnée pendant la crise financière de 2009 – a été élargie à des publics beaucoup plus nombreux (jusqu'à 8 millions de bénéficiaires en 2021). *« Elle est d'ailleurs encore utilisée aujourd'hui dans le cadre de la crise énergétique, ce qui témoigne de son inscription dans les politiques de l'emploi en France »*, analyse Christine Erhel.

Une évaluation plus performante

Côté publications, les travaux de la Dares sont demeurés sensiblement les mêmes au cours des 30 années qui viennent de s'écouler : suivi conjoncturel des différentes politiques d'emploi, analyse structurelle des profils des bénéficiaires et recours des employeurs aux politiques d'emploi, suivi des dépenses, évaluation de dispositifs…

Les méthodes de travail ont, elles, sensiblement évolué. *« Depuis une quinzaine d'années, la statistique publique et les chercheurs accèdent, en effet, à des données adminis-*

INTERVIEW

SIPA

Mathilde Gaini
Sous-directrice du suivi et de l'évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle

Comment ont évolué les politiques de l'emploi au cours des 30 dernières années ?

Quand on regarde les dispositifs suivis par la Dares il y a 30 ans, on retrouve déjà la plupart des politiques d'emploi actuelles : abaissement des coûts salariaux ; aide à la création d'emploi *via* des contrats aidés, insertion par l'activité économique, formation en alternance, stages et actions d'insertion ; accompagnement des restructurations. Mais si les grandes rubriques sont les mêmes, c'est leur mobilisation qui a varié dans le temps.

Qu'observe-t-on du côté de l'activité de la Dares sur la même période ?

On constate une forte proximité entre les productions et les questions qu'elle se proposait de traiter dans le programme de travail 1993 ou le numéro de la revue *Travail et Emploi* consacré, cette même année, au bilan des politiques d'emploi, et ce que la Dares fait encore aujourd'hui sur les champs de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. En 1993, nous réalisions déjà le suivi conjoncturel des différentes politiques d'emploi, les analyses structurelles des profils des bénéficiaires et le recours des employeurs aux politiques d'emploi, des travaux d'évaluation… Notre manière de traiter ces sujets a néanmoins changé grâce à l'utilisation de données individuelles et au développement des techniques quantitatives d'évaluation.

tratives plus exhaustives et de meilleure qualité permettant d'analyser des changements touchant de petites populations, en limitant l'attrition et avec un coût marginal relativement faible », explique Marc Gurgand, titulaire d'une chaire à l'École d'économie de Paris et directeur du département d'économie de l'École normale supérieure.

Dans le même temps, le développement d'analyses contrefactuelles a permis d'éviter de mettre en place de coûteuses expériences aléatoires pour mettre en évidence les effets des dispositifs sur les trajectoires d'individus. Pour Jérôme Gautier, professeur d'université à Paris 1 Panthéon Sorbonne, l'amélioration des évaluations tient aussi à l'apport croissant du qualitatif au quantitatif. *« En articulant les deux regards, nous pouvons élargir la perspective, saisir la complexité du réel et mesurer le véritable intérêt des dispositifs. »* En particulier, pour Laurent Duclos, chef de projet ingénierie de parcours et stratégies d'accompagnement à la délégation générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle (DGEFP), *« ces évaluations ont révélé le rôle des fonctions d'accompagnement dans l'activation des dispositifs et donc l'importance des conditions de mise en œuvre dans leur efficacité ».* ●

Les nouveaux visages du chômage et l'objectif du plein-emploi

En appui de l'objectif de plein-emploi annoncé pour 2027, la mise en place de France Travail vise un meilleur accompagnement des demandeurs d'emploi. Parmi eux, on retrouve des publics qui n'entrent pas dans la définition du chômage par le BIT mais restent éloignés du marché du travail en raison de freins économiques et sociaux.

INTERVIEW

SIPA

Sophie Ozil
Cheffe du département suivi et indemnisation des demandeurs d'emploi

Que représente l'évaluation du chômage dans les travaux de la Dares ?

Le chômage – ses visages, sa création historique et sa réalité actuelle – est un sujet emblématique des travaux de la Dares dès sa création. Depuis son émergence comme concept au XIXe siècle et son institutionnalisation progressive au cours du XXe siècle, ce sujet a profondément évolué. Sa conception en opposition à l'emploi stable est devenue moins claire avec les contrats courts, les parcours d'emplois fractionnés, les temps très partiels… qui sont venus questionner le rapport au travail et la façon de les mesurer. Aujourd'hui, sa mesure par le Bureau international du travail (BIT), qui fait référence, n'englobe ni toutes les facettes de la privation d'emploi ni son contexte institutionnel.

Quels en sont les principaux axes d'étude à la Dares aujourd'hui ?

Une des questions est de savoir comment appréhender les publics privés d'emploi qui ne sont pas considérés comme chômeurs au sens du BIT. C'est aussi celle de l'évaluation des dispositifs qui vont accompagner la création de l'opérateur France Travail. Il s'agira par exemple d'évaluer des mesures comme l'inscription automatique des demandeurs du RSA à France Travail et le contrat d'engagement de 15 h d'activité dans la semaine au regard de l'objectif de remobilisation de publics éloignés de l'emploi.

Le chômage et ses nouveaux visages

« Concept social bien plus qu'indicateur statistique, le chômage s'est construit à la fin du XIXe siècle avec l'arrivée du salariat autour d'un critère principal : avoir un passé professionnel stable, autrement dit, un emploi salarié forcément de longue durée », explique Didier Demazière, sociologue et directeur de recherche au CNRS.

C'est au cours des années 1980 que les contours du chômage ont commencé à se brouiller, avec l'effacement de la catégorie d'emploi salarié stable par le développement des contrats courts, les parcours d'emploi fractionnés, le temps partiel… Une tendance qui ne s'est pas inversée depuis. *« Aujourd'hui, avec la diversification des formes d'emploi, le contrat sans terme fixe n'est plus une norme dont le chômage serait simplement l'envers. Le chômage est plus fluide et multiforme »,* analyse le sociologue.

Une connaissance statistique en évolution

Ces publics ne sont toutefois pas totalement inconnus grâce, notamment, aux résultats de l'enquête Emploi de l'Insee. On sait, par exemple, que parmi les bénéficiaires du RSA se trouvent beaucoup de familles monoparentales ou de personnes seules. On sait également que, pour la moitié d'entre eux, les principaux motifs d'éloignement du marché du travail sont la santé et la charge d'un enfant, en particulier pour les femmes. Enfin, il apparaît que, chez les plus jeunes, le motif de reprise d'études ou de formation est non négligeable. *« Ces publics déclarent plus de freins* [santé, mobilité,

logement, obligations familiales, etc., NDLR] *que les autres personnes sans emploi : 15 % (contre 5 % pour l'ensemble) déclarent trois freins. Ces derniers éloignent de l'emploi mais ne l'empêchent pourtant pas systématiquement, car plus de la majorité des gens qui déclarent trois freins sont en activité »*, résume Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee.

Au-delà de l'amélioration des outils statistiques

De nouveaux outils statistiques permettent désormais de mieux appréhender la réalité de ces publics. En particulier, une nouvelle base de données, Midas, apparie les données sur les demandeurs d'emploi et celles sur les bénéficiaires des minimas sociaux et permet de suivre leurs trajectoires d'emploi. Cette base permettra dans les années à venir de nouveaux travaux sur les parcours des publics les plus éloignés de l'emploi.

Il conviendra de compléter cette connaissance statistique par une analyse plus fine des freins à l'emploi. Les freins périphériques (difficultés financière, administrative ou juridique, santé, logement, transport, contraintes familiales, difficultés d'insertion et de communication…) n'épuisent, en effet, pas toutes les explications de cet éloignement du marché du travail. *« Certains freins plus structurels tiennent au rapport entre les individus et le marché du travail »*, explique Didier Demazière, citant, par exemple, les forts taux de chômage locaux ou les recrutements privilégiant les contrats courts et/ou atypiques. *« Pour des publics ayant des parcours discontinus, peu de diplômes et des expériences non significatives, ces recrutements fondés sur le CV et l'entretien ne sont pas favorables. Ils les empêchent de fait de mettre en valeur d'autres atouts moraux ou comportementaux (ponctualité, fiabilité, ténacité…) qui sont tout aussi intéressants pour les employeurs. »* ●

Enquête Conditions de travail : les raisons du succès d'un dispositif pas comme les autres

Grâce à des principes éprouvés et un enrichissement continu de son questionnaire, l'enquête Conditions de travail permet depuis 1978 de mieux comprendre un monde du travail régulièrement traversé de nouveaux enjeux.

En 1975, Serge Volkoff, aujourd'hui chercheur au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET) du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), a été chargé de concevoir un tout nouveau dispositif statistique de mesure des conditions de travail : *« À l'origine, l'enquête était très orientée sur le travail industriel ouvrier et sur quelques questions (horaires des pauses, temps de trajet et contraintes physiques) et reposait sur quelques fondamentaux : couvrir toutes les dimensions du travail, pour toutes les personnes en emploi quelle que soit leur situation, essayer de poser les mêmes questions à tous et assumer la dimension subjective des réponses… tout en essayant de placer les enquêtés dans des situations concrètes. »*

Un enrichissement permanent

Si ces fondamentaux sont les mêmes, les enquêtes se sont depuis régulièrement enrichies. En 1991, le questionnaire s'est étendu aux indépendants. En 2013, il s'est doté d'un volet employeur et les enquêtes ont été conçues en panel pour pouvoir interroger les mêmes individus d'une enquête à l'autre, permettant ainsi de suivre les trajectoires professionnelles et de conditions de travail. En appariant les résultats aux données de l'assurance maladie, il est ainsi devenu possible d'avoir une vision des trajectoires de santé.

Au début des années 2010, au lieu de lancer une enquête spécifique pour investiguer les risques psychosociaux (RPS), c'est le choix d'étendre et adapter l'enquête Conditions de travail qui a été fait : *« En la réalisant tous les 3 ans (au lieu de 6-7 ans), en réinterrogeant les mêmes personnes pour les suivre dans le temps, en introduisant de nouvelles questions (événements de santé, vie privée des individus, situation de violence au travail et exposition aux RPS) et en interrogeant aussi les employeurs »*, détaille Thomas Coutrot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires).

Guider l'action et éclairer le débat

Cette décision explique la place prise par l'enquête Conditions de travail dans le débat public. Pour Anne Audic (DGT), elle est aujourd'hui un outil unique pour la conception des politiques en matière de santé au travail. *« Grâce à sa robustesse scientifique et statistique, elle fait vraiment autorité. La rencontre entre la situation réelle dans les entreprises et le ressenti des personnes dans la durée nous apporte les tendances de fond sur la transformation du travail. Son volet RPS en particulier éclaire nos réflexions sur les sujets de conciliation entre vie professionnelle et vie privée, de maintien dans l'emploi, de sens au travail… »*

Côté recherche, l'enquête permet aujourd'hui, en y appariant les données administratives (performance des entreprises, rémunérations, absences…), d'imaginer une infinité de travaux. *« C'est une véritable infrastructure de recherche,* confirme l'économiste du CNRS et de l'Insee Philippe Askenazy. *À partir de ses résultats, nous avons pu mettre à jour le hiatus entre le discours managérial valorisant de nouvelles organisations du travail émancipatrices et la perception, contradictoire, sur le terrain, d'une intensification du travail. »* C'est aussi sur le terrain des méthodes que l'enquête Conditions de travail a changé la donne : *« En nous permettant ainsi de mieux saisir la réalité objective du travail, l'enquête Conditions de travail a changé pour toujours le regard des chercheurs et des statisticiens sur l'intérêt des variables subjectives. »* ●

INTERVIEW

SIPA

Élisabeth Algava
Cheffe du département conditions de travail et santé

Qu'est-ce qui fait de l'enquête Conditions de travail une enquête phare de la Dares ?

Cette enquête a accompagné l'évolution du travail depuis 45 ans. Elle est très utilisée par les pouvoirs publics, mais aussi par beaucoup de sociologues, économistes, ergonomes présents à son conseil scientifique.

Par rapport aux autres enquêtes de la statistique publique, elle laisse une place importante aux questions de ressenti, dont les statisticiens se méfiaient un peu à l'origine. Cela a permis d'intégrer très largement à partir des années 2010 la question des risques psychosociaux au travail.

Qu'a-t-elle apporté concrètement et que peut-on en attendre pour les années à venir ?

L'enquête a permis par exemple de battre en brèche certaines idées reçues. Sur ce qui ne change pas : elle a montré que la disparition des pénibilités physiques n'avait pas eu lieu. Sur ce qui change : les enquêtes de 1984 et 1991 ont révélé une très forte intensification du travail qui a surpris les statisticiens.

En préparant l'édition de 2024, nous avons cherché à compléter l'enquête pour répondre à de nouvelles questions comme les violences et les discriminations. Nous avons également voulu anticiper les évolutions futures du travail : les questions environnementales, les nouveaux usages du numérique, les nouvelles organisations du travail (télétravail, flex-office…), le travail de plateforme, etc.

Programme de travail 2024

Le programme de travail de la Dares est élaboré après concertation avec les administrations, les organismes d'études et de recherche et les opérateurs concernés par les thèmes du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Il présente les études, enquêtes et sources de données qui seront au cœur de l'activité en 2024.

Mesurer et comprendre les effets de la transition numérique

La transformation numérique de l'économie s'accélère et s'approfondit. Aucun secteur d'activité n'y échappe désormais et ses expressions récentes – comme l'IA, par exemple – renforcent le besoin de mesures et d'évaluations.

La transition numérique affecte profondément le marché de l'emploi, modifiant les compétences requises, les types d'emplois disponibles, et la manière dont le travail est organisé

Dans le domaine de l'emploi, l'intelligence artificielle (IA) est déjà mise à profit pour l'automatisation des *process* de recrutement. Comme à chaque fois que l'on recourt aux recommandations algorithmiques, un risque de reproduction de biais et de discriminations doit être pris en considération. Pour savoir si les recruteurs sont conscients de ce risque et, le cas échéant, comment ils le gèrent, la Dares lance un appel à projets de recherche (APR) pluridisciplinaire (qualitatif et quantitatif). Celui-ci porte précisément sur les conséquences de l'insertion d'outils à base d'IA sur les méthodes d'appariement des offres aux demandeurs d'emploi ainsi que sur les pratiques de recrutement des entreprises.

L'impact du télétravail et des nouvelles formes d'emploi

Le télétravail constitue, cette année encore, un champ de recherche privilégié pour la Dares. En 2024, plusieurs travaux permettront d'en mieux comprendre les évolutions récentes et ses conséquences sur le travail en entreprise et pour les salariés.

Une revue de littérature sera consacrée aux risques psychosociaux émergents du télétravail. À partir de celle-ci, plusieurs axes de travail pourront être explorés. Des travaux porteront ainsi sur les évolutions du télétravail depuis la crise sanitaire, et les conséquences de ces nouvelles conditions de travail associées sur l'état de santé et l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle des télétravailleurs.

À partir de la base de données *Job offers collection and analysis system* (Jocas), des travaux établiront dans quelle mesure la possibilité du télétravail est effectivement mentionnée dans les offres d'emploi en ligne. Cela permettra de savoir où, selon les métiers, les secteurs, leur localisation, etc., cette mention est la plus fréquente. Il sera également possible de voir comment elle influe sur la durée de publication des offres ou le salaire proposé.

D'autres travaux s'intéresseront plus généralement à l'impact du télétravail sur l'organisation du travail et la productivité.

Le numérique est également à l'origine d'une ubérisation croissante du marché du travail. De nouvelles plateformes qui mettent en relation offreurs et demandeurs de travail sont à l'origine de formes d'emploi à la frontière du salariat et de l'indépendance. Elles ont jusqu'ici été assez peu étudiées en raison des difficultés d'identification de travailleurs généralement micro-entrepreneurs. Grâce à l'enquête TraCov2 et un questionnaire original, la Dares va cette année engager ce nécessaire travail d'identification. Son étude visera à décrire le profil socio-démographique de ces travailleurs et à documenter leurs conditions de travail et d'emploi.

Mesurer et comprendre les effets de la transition écologique

La recherche de nouvelles compétences vertes témoigne de cette transformation écologique du marché du travail. Parmi les travaux 2024 de la Dares, figure une mesure de l'évolution des besoins de compétences en lien avec celle-ci.

Réallocations potentielles, métiers de la transition, enjeux territoriaux… La Dares organisera en 2024 un colloque sur la transition écologique et le marché du travail.

Une étude innovante va par ailleurs s'intéresser à l'évolution des compétences de la transition écologique. Concrètement, c'est la mention dans les offres d'emploi pour une série de métiers particuliers de compétences spécifiques qui sera analysée. Seront par exemple recherchés « réparation de véhicules électriques » dans les annonces pour des postes de mécanicien ou « pose de panneaux solaires » dans les recherches de couvreurs… Ce travail sera décliné aux niveaux national et départemental. Il sera complété notamment par une comparaison des types de contrats proposés selon qu'une compétence « verte » est mentionnée ou non.

La Dares s'intéressera également aux offres d'emplois qui mentionnent explicitement la transition écologique. À partir d'une liste de termes « verts » et en identifiant les codes Rome dont la part d'offres vertes augmente le plus rapidement, cette étude permettra d'établir un degré de « verdissement » des métiers. En analysant la caractérisation de ces offres dans Jocas, l'étude permettra d'en savoir plus sur leur répartition par département, secteur d'activité, type de contrat et qualification.

Conditions de travail et transition environnementale

Les conditions de travail sont, quant à elles, désormais directement affectées par l'intensification des événements climatiques.

Pour son édition 2024, l'enquête Conditions de travail ajoute à son questionnaire des entrées sur les problématiques environnementales. Ces nouvelles questions portent sur l'inconfort que les travailleurs en extérieur peuvent ressentir dans l'exécution du travail, en cas d'événements météorologiques intenses (températures, intempéries, inondations, vent…) et de pic de pollution.

Par ailleurs, dans le cadre de sa rénovation et de son passage à une collecte en continu (au lieu de tous les 7 ans), l'enquête Surveillance médicale des expositions des salariés aux risques professionnels (Sumer) va, elle aussi, intégrer de nouvelles questions autour de la transition écologique : exposition aux UV solaires, à une chaleur excessive, climatisation des locaux, etc.

Compétences requises, conditions de travail… la transition écologique et son impact sur l'emploi sont au cœur des préoccupations contemporaines

Mesurer et comprendre les effets des discriminations

Les discriminations liées au genre, à l'âge, au handicap et à l'origine sont fortement présentes sur le marché du travail. La Dares poursuit en 2024 l'étude de leurs impacts sur l'emploi et de leurs évolutions au sein des entreprises.

Sur la question des inégalités entre hommes et femmes, une analyse de l'évolution des notes à l'index d'égalité professionnelle au sein d'entreprises ainsi que du lien entre l'index et la mixité dans l'entreprise sera menée. D'autres travaux seront lancés sur la mesure de l'impact des inégalités entre les femmes et les hommes en matière d'évolution professionnelle, de conditions de travail et de carrières salariales. Grâce à la comparaison des trajectoires salariales des femmes et des hommes en transition professionnelle (changement d'employeur, de quotité…), l'étude permettra notamment de caractériser la problématique de « plancher collant » qui retient les femmes aux niveaux inférieurs de salaires.

Une autre étude lancée cette année portera sur les écarts entre femmes et hommes dans les composantes de la rémunération (salaires de base, primes, épargne salariale…). S'appuyant sur le dispositif d'Enquête annuelle sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Ecmoss), cette étude vise à éclairer les facteurs explicatifs de ces différences (caractéristiques socio-professionnelles, employeurs, etc.).

Enfin, une étude sur la parité dans les élections professionnelles, évaluant la présence des femmes comme candidates, élues et votantes, sera également menée.

La question des discriminations femmes/hommes est partout : écarts de rémunération, différences d'accès à l'emploi, répartition des rôles professionnels, conditions de travail…

La qualité de l'action contre toutes les discriminations

Cette année, la Dares prépare la réalisation d'un *testing* afin de mesurer la discrimination à l'encontre des seniors dans un certain nombre de métiers identifiés préalablement.

Certains travaux apporteront des éléments de réflexion sur l'action menée par les entreprises, au regard notamment de leur obligation de former au recrutement sans discriminer. Une étude qualitative portera ainsi sur les caractéristiques de l'offre de formation à la non-discrimination à l'embauche.

Une autre étude évaluera les pratiques des employeurs en matière de lutte contre la discrimination et de promotion de la diversité par l'étude des accords d'entreprise. Elle analysera l'évolution des accords portant sur ces deux thématiques entre 2014 et 2022. Seront notamment observées leurs références aux textes de loi et les pratiques mises en œuvre dans les entreprises afin de promouvoir l'égalité et la diversité, et de lutter contre les discriminations.

D'autres travaux porteront enfin sur le lien éventuel entre les compétences attendues par les recruteurs (déclarées dans les offres d'emploi) et les discriminations mesurées selon le sexe et l'origine lors de l'obtention de l'emploi ou sur les enseignements de la lutte contre les discriminations. La synthèse des travaux académiques, portant sur les discriminations et les actions mises en place, permettra d'éclairer la politique publique.

Conditions et organisations du travail des personnes handicapées

L'impact du handicap sur le marché du travail est une question centrale dans les études menées par la Dares.

À partir de l'enquête Conditions de travail, une étude fera cette année une description concrète du travail des personnes reconnues handicapées. Y seront détaillées son organisation et ses conditions selon ses différents angles : temps de travail et horaires, contraintes physiques ou psychosociales, et organisation du travail. Elle éclairera la manière dont les entreprises – qui peuvent bénéficier d'aides pour cela – adaptent les conditions de travail des personnes handicapées.

L'analyse des discriminations sur le marché du travail liées au handicap contribue à façonner des politiques plus inclusives et à combattre ces inégalités

Une autre étude évaluera l'impact de l'Obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) sur l'emploi de travailleurs handicapés. Depuis sa réforme, cette obligation concerne un champ d'employeurs nettement élargi. Elle s'applique en effet désormais aux entreprises (et non plus aux établissements) de 20 salariés ou plus. Le décompte des effectifs des entreprises et des bénéficiaires de l'OETH a lui aussi été modifié. L'étude a pour objectif de vérifier si la probabilité d'employer un travailleur handicapé a évolué différemment selon le statut des établissements. Pour cela, c'est la base Force, qui croise les bases statistiques sur la formation, sur le chômage et l'emploi, permettant de reconstituer les trajectoires professionnelles de toutes les personnes ayant eu un contact avec le service public de l'emploi (missions locales, Pôle emploi) ou ayant suivi une formation professionnelle prise en charge totalement ou partiellement par les pouvoirs publics, qui sera exploitée.

Enfin, grâce à l'enquête ménage 2022 du dispositif d'enquêtes Autonomie réalisée par la Drees, la Dares va mener avec ce service statistique ministériel une étude sur la situation des personnes handicapées sur le marché du travail selon la nature, la gravité, la cause, l'ancienneté et l'évolution de leur handicap.

Politiques d'emploi et de formation professionnelle

Outre le suivi statistique, la Dares mènera cette année plusieurs travaux d'évaluation, qu'il s'agisse de dispositifs récents (contrat d'engagement jeune), de réformes (apprentissage, formation professionnelle) ou d'expérimentations (Territoires zéro chômeur de longue durée).

Contrat d'engagement jeune, Territoires zéro chômeur de longue durée: il est important de faire dialoguer les résultats des évaluations quantitatives et qualitatives

Comme chaque année, la Dares réalisera le suivi statistique des bénéficiaires des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle et des dépenses associées. Elle continuera de comptabiliser mensuellement les entrées et le nombre de personnes en dispositif dans son tableau de bord sur les politiques de l'emploi (PoEm). Elle poursuivra ses publications annuelles et la diffusion de séries longues permettant de caractériser le public des bénéficiaires et leur insertion en emploi après la sortie des dispositifs. Côté dépenses, elle renseignera pour la France la base de données européenne Politiques pour le marché du travail (PMT) et contribuera à l'annexe au projet de loi de finances consacrée à la formation professionnelle.

Elle exploitera de nouvelles sources – administratives et enquêtes – pour enrichir ses analyses et continuer à éclairer le débat public. Elle mènera des études et des travaux d'évaluation, notamment sur le contrat d'engagement jeune, l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée, le Plan d'investissement dans les compétences ou encore l'apprentissage.

Évaluation de politiques à destination des jeunes et des personnes en recherche d'emploi

La Direction poursuit son travail d'évaluation du contrat d'engagement jeune (CEJ). Elle analysera le profil des bénéficiaires et leur accompagnement en CEJ à l'aide des données de France Travail et des missions locales. Des travaux visant à décrire le parcours en emploi et en formation des jeunes passés par le dispositif débuteront grâce à l'appariement Force. Par ailleurs, la Dares assurera, en lien avec différents partenaires, le suivi d'appels à projets de recherche (APR) qualitatifs et quantitatifs.

La Dares poursuit ses travaux sur l'évaluation de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD), dont elle assure avec France Stratégie le secrétariat du comité scientifique. À ce titre, elle suit les nombreux travaux qualitatifs et quantitatifs lancés pour cette évaluation. De plus, en exploitant l'appariement Midas, la Dares contribuera à l'analyse des profils des bénéficiaires et des territoires participant à l'expérimentation.

En qualité de secrétaire du comité scientifique d'évaluation du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), la Dares se mobilise cette année sur la rédaction du rapport final d'évaluation. Les travaux viseront à approfondir l'analyse des effets de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi sur les trajectoires d'emploi (accès à l'emploi, intensité en l'emploi, qualité de l'emploi…) et à mieux comprendre l'adéquation entre les métiers préparés en formation et les métiers effectivement occupés par la suite. Une étude sera réalisée afin de déterminer dans quelle mesure les formations à visée préparatoire permettent d'améliorer l'accès aux formations qualifiantes. Enfin, à partir des données Agora, la Dares contribuera à l'analyse des coûts de la formation.

Côté apprentissage, la Dares apportera notamment des éléments nouveaux sur les ruptures de contrats. D'une part, elle enrichit les séries longues annuelles d'informations nouvelles sur les taux de rupture et les caractéristiques des rupturants. D'autre part, elle publiera deux études, l'une consacrée à l'évolution entre 2017 et 2022 des taux de rupture dans les neuf premiers mois de contrat, l'autre aux causes de rupture des contrats d'apprentissage à partir des données de l'enquête Oripa. Elle poursuivra également, en collaboration avec le service statistique public de l'éducation, la Depp, la diffusion de statistiques sur l'insertion professionnelle des sortants de l'apprentissage (Inserjeunes). Elle ajoutera dans les portraits de branche des informations sur le profil des apprentis et les formations préparées par branche professionnelle.

Enfin, elle s'intéressera au Compte personnel de formation, en analysant en particulier son articulation avec les autres dispositifs de formation pour les personnes en recherche d'emploi et les politiques de formation des entreprises.

De nouvelles sources pour continuer à éclairer le débat public

La Dares diffusera les premiers résultats de plusieurs enquêtes collectées récemment. En collaboration avec l'Insee, elle documentera l'accès à la formation des adultes en 2022 (enquête européenne Formation tout au long de la vie) selon les caractéristiques des individus, en particulier leur situation vis-à-vis du marché du travail. Avec la Depp, elle exploitera l'enquête internationale PIAAC (*Programme for the International Assessment of Adult Competencies,* OCDE) sur les compétences des adultes. En collaboration avec le Céreq et France compétences, elle présentera des résultats issus de l'enquête sur les transformations de l'offre de formation (ETOF) auprès des organismes de formation et de l'enquête Formation employeur (EFE) sur la dépense de formation des entreprises.

Outre les enquêtes, la Dares continuera d'expertiser et de mobiliser des sources administratives. Elle reprendra le suivi de l'activité des organismes de services à la personne après un changement de système d'information (Nova2). Elle poursuivra, en étroite collaboration avec la DGEFP, la qualification de la plateforme numérique Agora sur la formation professionnelle. Enfin, elle investira dans l'analyse d'une nouvelle source de données produite par le réseau des Carif-Oref, afin de pouvoir décrire et localiser l'offre de formation continue conventionnée à destination des personnes en recherche d'emploi.

De nouvelles sources de données éclairent les mutations de la formation professionnelle: nouveaux acteurs, nouvelles pratiques

Dialogue social et rémunérations

Dans le contexte des ordonnances travail de 2017 et de la forte inflation de 2021 à 2023, ces deux thèmes constituent des domaines de recherche et d'études attendus en 2024.

Cette année, la Dares va poursuivre le travail de suivi des ordonnances travail de 2017 qui transforment les institutions représentatives des salariés.

La richesse de l'enquête Reponse

Une grande partie de ces publications seront issues de l'exploitation de la dernière édition de l'enquête Reponse qui analyse depuis 1993 les liens entre politiques de gestion des ressources humaines, modes d'organisation du travail, stratégies économiques et performances des entreprises, autour du thème des relations sociales.

Suite à la collecte de l'enquête Reponse 2023, la Dares lance ainsi cette année un appel à projets de recherche sur les relations professionnelles et négociations d'entreprise.

Un panorama des relations professionnelles fera un état des lieux descriptif, à la date de l'enquête en 2023, de la présence et de la nature des instances de représentation des personnels, de la négociation collective, du dialogue et du climat social… Divers thèmes abordés par l'enquête feront l'objet de publications : les évolutions des instances de représentation du personnel (implantation, visibilité et couverture pour les salariés) depuis les ordonnances de 2017, la caractérisation des représentants du personnel dans les nouvelles instances du dialogue social, la négociation collective, ainsi que toutes les formes de conflictualité dans les établissements, qu'elles prennent une expression individuelle ou collective, avec ou sans arrêt de travail, et qui seront analysées dans un contexte social marqué par la crise sanitaire, l'inflation et le mouvement de grève contre la réforme des retraites.

La Dares s'appuiera par ailleurs sur les résultats de l'enquête Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur le dialogue social en entreprise (Acemo DSE) 2022 pour analyser, notamment, la place et le rôle du Comité social et économique (CSE) dans la négociation collective. Cette publication traitera également des questions inédites sur l'usage de la visio-conférence pour réunir des représentants du personnel et sur l'existence d'une base de données économiques, sociales et environnementales (BDESE).

À noter enfin que la Dares aura recours à l'intelligence artificielle pour enrichir et développer à plus grande échelle l'analyse textuelle des accords d'entreprise. Cette innovation permettra d'élargir substantiellement le spectre d'analyse pour caractériser les thématiques des accords et en extraire les informations les plus utiles.

Rapports entre direction et salariés, rôle des représentants du personnel : l'enquête Reponse 2023 est une source d'informations majeure pour évaluer l'impact des ordonnances travail

Les rémunérations et le partage de la valeur ajoutée à la loupe

La Dares consacre cette année plusieurs travaux importants à la question de la rémunération.

Une première étude s'intéressera à la distribution des salaires – et plus précisément la moitié inférieure de la distribution – pour mesurer les effets de l'inflation en matière de resserrement des trajectoires salariales individuelles. Cette étude s'appuiera sur le panel Acemo récemment mis à jour et qui fournit des données sur les salaires de base déclinés sur plusieurs niveaux de grille, sur longue période.

Une revue de littérature sur les effets des dispositifs de partage de la valeur ajoutée sur le salaire, l'emploi et la productivité sera réalisée. Ce document présentera dans un premier temps les dispositifs de distribution de la valeur ajoutée en France ainsi que les raisons institutionnelles et théoriques de leur mise en place. Il s'achèvera par une revue sur les résultats empiriques de l'effet de ces dispositifs sur le salaire, l'emploi et la productivité.

En complément, la Dares initiera une analyse sur les effets de substitution entre primes de partage de la valeur et primes d'épargne salariale. Elle reposera sur des travaux d'expertise des données disponibles dans la DSN et sur des travaux méthodologiques pour « combiner » les données des enquêtes (Acemo-Pipa notamment) à celles de la DSN. Elle posera ensuite les bases d'une analyse plus approfondie permettant d'évaluer un effet de substitution entre les dispositifs (revue de littérature, définition d'un cadre d'analyse).

En 2024, la Dares se penchera sur les travailleurs à bas revenus d'activité et leurs situations sur le marché du travail. À partir de l'enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV, Insee), une analyse caractérisant ces travailleurs sera publiée. Une autre étude portera sur les salariés en situation de précarité salariale, en mettant en regard cette dernière avec le niveau de salaire horaire, la durée et la stabilité dans l'emploi ; elle mobilisera à cet effet, sur la période 2010-2019, les données du Panel Tous Salariés, construit par l'Insee à partir des déclarations sociales des employeurs (DADS puis DSN principalement).

Après une période de forte inflation, traiter la question des rémunérations et du partage de la valeur est indispensable pour alimenter le débat

Temps et conditions de travail

Avec l'enquête Conditions de travail, la Dares dispose d'une mine d'informations venant des entreprises et des travailleurs eux-mêmes sur leurs conditions de travail dans toutes leurs dimensions, matérielles, organisationnelles, et psychosociales.

L'édition 2019 de l'enquête Conditions de travail (CT) va permettre de continuer à documenter ce sujet des conditions de travail, à travers le prisme du bien-être et des conditions de travail des salariés en emploi temporaire (CDD, intérim, etc.) mais aussi d'explorer de nouveaux angles d'étude.

Les pratiques de prévention des risques professionnels des employeurs et la connaissance que les salariés du privé ont des risques liés à leur activité professionnelle feront notamment l'objet d'études. Les parcours d'entrée dans la vie active des sortants de formation initiale pourront également être suivis sous le prisme de leurs conditions de travail et il est, en parallèle, prévu d'étudier les effets des conditions de travail sur le recours aux soins et la santé. Plusieurs autres travaux aborderont de nouvelles questions telles que l'existence de compensations monétaires aux conditions de travail difficiles (à partir d'une compilation des enquêtes Conditions de travail de 1991 à 2019) et l'amélioration potentielle des conditions de travail par la réduction du temps de travail.

Les grandes enquêtes sont précieuses pour documenter l'évolution des conditions de travail et élaborer les outils de prévention nécessaires à leur amélioration

Rapprocher les sources de la DSN et préparer la rénovation du dispositif Sumer

La Dares développe cette année une expertise de l'exploitation de la DSN pour éclairer certains aspects relatifs aux conditions de travail et à la santé au travail. Les premières exploitations viseront à évaluer la qualité des données disponibles et, dès cette année, une étude sera engagée sur le sujet de l'acquisition des points de pénibilité. L'exploitation des informations de la DSN permettra également d'enrichir l'analyse des données sur les accidents du travail (AT/MP), qui proviennent de la Caisse nationale d'assurance maladie ou de la Mutualité sociale agricole. Les données de la DSN pourront être confrontées à ces dernières et devraient permettre avant tout d'améliorer le repérage du régime de couverture des AT/MP et, ainsi, en augmenter les possibilités d'exploitation.

Les travaux de rénovation de l'enquête Surveillance médicale des expositions des salariés aux risques professionnels (Sumer), initiés en 2023, se poursuivront cette année. Cette enquête, menée avec la médecine du travail, vise principalement à établir une cartographie des expositions aux nuisances ou aux situations de travail susceptibles d'être néfastes pour la santé, et d'en apprécier les évolutions dans le temps. Un projet de réingénierie complète est engagé, visant à transformer le dispositif historique, en collecte tous les 7 ans, en une enquête en continu, dont les principaux résultats seront disponibles annuellement, au mieux à partir de 2026.

Heures supplémentaires, forfait jour et cumul emploi-retraite

Pour les travaux portant sur le temps de travail, l'exploitation des données de la DSN, qui a déjà conduit à la reprise, en 2023, des publications de données trimestrielles sur les heures supplémentaires, sera, là encore, renforcée.

En mobilisant la DSN et l'enquête Emploi de l'Insee, une étude va, par exemple, estimer le nombre de salariés au forfait jour, leur présence par taille d'entreprise, par secteur, et leurs caractéristiques socio-démographiques. Comment évolue la prévalence des contrats au forfait dans le secteur privé ? Les salariés au forfait sont-ils concentrés dans certains secteurs d'activité ? Quelle est la durée du travail des salariés au forfait en jours ? Une durée du travail plus importante fait-elle l'objet d'une contrepartie salariale ? En complément, une série annuelle de salariés au forfait jour sera créée et proposée en ligne.

En mobilisant DSN et enquête Emploi, la Dares continue à éclairer le débat public sur les questions relatives au temps de travail

L'expertise de la Dares sur ces données de la DSN se développera également sur la partie « Rémunérations des heures supplémentaires ». L'étude « Qui sont les salariés concernés par des heures supplémentaires en 2023 ? » commentera des statistiques descriptives générales : quels sont les salariés qui font des heures supplémentaires, dans quels secteurs, avec quelle intensité ?

Toujours sur la question du temps de travail, les données de l'enquête Emploi seront mobilisées pour compléter l'étude précédente afin de mieux connaître les salariés effectuant des heures supplémentaires non rémunérées. Leur exploitation donnera également lieu à une étude analysant la durée du travail des non-salariés, en comparaison notamment avec celle des salariés. Ce travail explorera les raisons de la baisse de cette durée depuis 2007 et l'impact de la crise sanitaire, plus important pour les travailleurs non-salariés que pour les salariés.

Une autre étude sera consacrée aux salariés cumulant emploi et retraite. Elle s'intéressera aux caractéristiques socio-démographiques des personnes concernées et présentera une photographie de leur activité en matière d'horaires et d'organisation du temps de travail. De quoi rendre compte de la diversité des situations et des pratiques.

Emploi et chômage

Sur les questions d'emploi et de chômage, les travaux de la Dares s'inscrivent dans la durée et s'enrichissent cette année de nouveaux travaux.

La Dares poursuit ses travaux exploitant la DSN qui sont à la base de la publication de nombreuses statistiques et évaluations sur l'emploi et le marché du travail, y compris en lien avec d'autres sources de données (appariements Inserjeunes, Force…).

Nouveauté en 2024, ces travaux viseront également à quantifier les mobilités professionnelles entre métiers. À partir du dispositif DSN-Sismmo et de la base Force, seront identifiés les métiers dans lesquels les salariés ont une plus forte probabilité de rester, ou encore ceux qui peuvent servir de vivier pour en alimenter d'autres. L'objectif de la Dares est de mettre à disposition un outil de datavisualisation facilitant l'étude des transitions professionnelles par métier, selon différentes caractéristiques choisies par l'utilisateur (secteur, région, âge, sexe, etc.).

Le travail mené avec le service statistique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche (Sies) favorisant les croisements d'informations issues de la DSN et les bases de données des étudiants sera poursuivi (InserSup). Ce rapprochement permettra de décrire l'emploi des étudiants et l'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur sur le marché du travail.

De nouvelles études et publications sur l'emploi

Cette année, une toute nouvelle enquête en collaboration avec l'Unédic se préparera sur les fins de contrats de travail à durée indéterminée (nature, préparation et contexte des séparations). En interrogeant les employeurs, cette enquête améliorera la compréhension des mécanismes relatifs aux fins de contrat, qui font par ailleurs l'objet d'un suivi statistique régulier à partir de la DSN.

La Dares développera un nouvel indicateur d'attractivité salariale des métiers pour éclairer les tensions de recrutement. Ce dernier intégrera à la fois une dimension objective (basée sur le revenu déclaré dans l'enquête Emploi) et une dimension subjective (à partir du ressenti des individus quant à leur niveau de rémunération).

Sont également programmés, cette année, l'extension du champ des indicateurs sur les emplois vacants aux entreprises de moins de 10 salariés, ainsi que les travaux de lancement de l'enquête sur les emplois vacants dans la fonction publique. Sont par ailleurs prévues une étude de faisabilité de l'analyse de l'insertion sur le marché du travail des étrangers titulaires d'un titre de séjour et la mise à disposition en open source de la base Jocas sur le SSP Cloud de l'Insee, qui seront en outre exploitées pour mettre en évidence des tendances à l'œuvre dans les recrutements (compétences « vertes » ou liées à l'IA).

En exploitant la DSN, l'enquête Emploi et en lançant de nouvelles enquêtes, la Dares étend sa couverture de la thématique emploi

Une ambition forte en matière d'évaluation

La Dares poursuit ses travaux d'évaluation des réformes relatives à l'indemnisation et à l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Elle est ainsi chargée du secrétariat du Conseil scientifique créé dans le cadre de la mise en place de la loi pour le plein emploi. Elle est également co-rapportrice du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis) qui traite des conséquences de cette réforme sur les statistiques du marché du travail suite en particulier à l'inscription des bénéficiaires du RSA à France Travail (ex-Pôle emploi).

En 2024, la Dares initie l'évaluation de l'expérimentation de l'accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA (BRSA) déployée dans 18 territoires en avril 2023.

L'analyse des trajectoires de ces bénéficiaires permettra ainsi d'apprécier les effets de cette expérimentation sur leur retour vers l'emploi ainsi que sur les flux de bénéficiaires de minima sociaux. Cette approche évaluative est complétée par des études descriptives qui caractérisent les populations bénéficiaires du RSA selon qu'elles sont inscrites ou non à France Travail.

La Dares assure également le secrétariat du comité d'évaluation de la réforme de l'assurance chômage initiée en 2019 et poursuit ses travaux d'évaluation, notamment sur : les impacts de la hausse de 4 à 6 mois de la condition minimale d'affiliation sur les comportements d'inscription à France Travail, le retour à l'emploi et la durée des contrats ; les impacts de l'introduction de la dégressivité des allocations sur la durée indemnisée ; ceux de la réforme du salaire journalier de référence (SJR) sur les trajectoires professionnelles et le recours à l'assurance chômage ; ceux de la mise en place du bonus-malus sur les recrutements des entreprises…

Un rapport intermédiaire a été publié en février 2024. Le rapport final devrait l'être début 2025.

L'enquête sur les sortants des listes de demandeurs d'emploi sera refondue en 2024 en tenant compte de toutes les informations pouvant désormais être récoltées directement à partir de sources administratives. Elle permettra de caractériser plus qualitativement l'ensemble de la reprise d'emploi, les parcours des demandeurs d'emploi, dans les premiers mois qui suivent leur sortie des listes, et un an plus tard.

La Dares poursuit sa collaboration avec France Travail et la Caisse nationale des allocations familiales autour de l'enrichissement et de la valorisation de la nouvelle base de données Midas. Ces données, mises à disposition *via* le CASD, jouent aujourd'hui un rôle essentiel pour la recherche économique et l'évaluation des politiques publiques relatives à l'assurance chômage et au suivi des demandeurs d'emploi.

Sous réserve d'un travail préliminaire mené en collaboration avec la Cnaf, Midas devrait s'enrichir des données sur les sanctions des bénéficiaires de minima sociaux.

Un ensemble de travaux d'évaluation riche pour mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre sur le retour à l'emploi, l'indemnisation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi

La Dares aujourd'hui

La Dares produit des analyses, des études et des statistiques sur les thèmes du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Ces statistiques sont mises à disposition du plus grand nombre pour aider à déchiffrer le monde du travail, éclairer le débat et guider l'action publique.

Une direction ministérielle assurant des fonctions de service statistique

La direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques est une direction du ministère en charge du Travail. Elle compte environ 170 personnes réparties dans 4 sous-directions :

- emploi et marché du travail ;
- suivi et évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- salaires, travail et relations professionnelles ;
- action régionale, modernisation et moyens.

Quatre missions/pôles complètent son organisation : animation de la recherche, analyse économique, édition et communication, évaluation du Plan d'investissement dans les compétences (PIC).

Ses effectifs sont principalement composés de professionnels de la donnée, économistes, sociologues, gestionnaires d'enquêtes… et comptent aussi des fonctions support (systèmes d'information, ressources humaines, édition et communication…).

Elle assure ses missions, en toute indépendance, sous le contrôle de l'Autorité de la statistique publique. La qualité statistique de ses enquêtes est supervisée par le Conseil national de l'information statistique et le Comité du label de la statistique publique.

La coopération avec la recherche

En lien étroit avec la recherche, la Dares lance, coordonne et valorise des programmes de recherche et co-pilote la chaire Sécurisation des parcours professionnels et la chaire Travail. Elle organise également des colloques et publie la revue de recherche *Travail et Emploi*.

Elle met à disposition des chercheurs, enseignants, doctorants et étudiants une trentaine de sources, accessibles auprès du réseau de recherche *via* le réseau Quetelet/Adisp (Archives de données issues de la statistique publique) ou *via* le Centre d'accès sécurisé aux données (CASD).

ENCADRÉ

Des sources de données croisées et enrichies

Pour assurer l'ensemble de ses missions, la Dares s'appuie sur deux types de sources principales : les données administratives et les enquêtes.

Les premières sont produites par les différentes administrations dans le cadre de leurs activités, notamment pour leur propre gestion ou la mesure de leurs objectifs. Elles n'ont pas, à l'origine, vocation à être utilisées pour produire des statistiques. La Dares en améliore la qualité à des fins statistiques.

Les enquêtes sont produites à partir de questionnaires à destination des particuliers ou des entreprises afin d'éclairer une problématique précise pour laquelle les données administratives font défaut.

En appariant, ou en couplant, les données issues de différentes sources, la Dares peut enrichir les informations et suivre les individus à différentes étapes de leur parcours professionnel (formation, recherche d'emploi, emploi…). L'appariement permet de faire des économies en temps et en moyens, notamment en allégeant les questionnaires d'enquête.

Pour compléter ces deux sources principales, la Dares recourt au *scraping* et au *testing*. Le *scraping* permet, grâce à des programmes ou des scripts, de récupérer automatiquement des données sur des sites internet comme les offres d'emploi publiées en ligne, par exemple.

La Dares réalise des *testing* afin d'éclairer sur l'ampleur des discriminations à l'embauche. Cette technique consiste en général à envoyer des candidatures fictives à des offres d'emploi pour évaluer la manière dont les entreprises y répondent (en fonction du sexe, de l'ascendance migratoire…).

Pour tous les types de sources, la Dares respecte le règlement général sur la protection des données (RGPD) et le secret statistique dans la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données collectées.

ORGANIGRAMME DE LA DARES

DIRECTION

SOUS-DIRECTION EMPLOI ET MARCHÉ DU TRAVAIL (SD-EMT)

Département Suivi et indemnisation des demandeurs d'emploi (DSide)

Département Emploi (DE)

Département Analyse des métiers et emploi des travailleurs handicapés (Dameth)

SOUS-DIRECTION SUIVI ET ÉVALUATION DES POLITIQUES DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (SD-SEPEFP)

Département Insertion professionnelle (DIP)

Département Formation professionnelle et alternance (DFA)

Département Synthèses sur les politiques de l'emploi et de la formation (Dsypef)

SOUS-DIRECTION SALAIRES, TRAVAIL ET RELATIONS PROFESSIONNELLES (SD-STRP)

Département Salaires et conventions salariales (DSCS)

Département Conditions de travail et santé (DCTS)

Département Relations professionnelles et temps de travail (DRPTT)

SOUS-DIRECTION ACTION RÉGIONALE, MODERNISATION ET MOYENS (SD-ARMM)

Mission Action régionale (Mareg)

Département des ressources humaines et des affaires financières (Drhafi)

Département des systèmes d'information (DSI)

Évaluation du Plan d'investissement dans les compétences (PIC)

Mission Analyse économique (MAE)

Mission Animation de la recherche (MAR)

Mission Diffusion statistique, publications et communication (MDPC)

L'appui aux politiques publiques

La Dares, par ses analyses, ses études, ses évaluations, ses synthèses, informe les décideurs publics (gouvernement, Parlement, partenaires sociaux, inspections, Cour des comptes…) sur le fonctionnement du marché du travail et l'impact des politiques publiques mises en œuvre. Elle tient compte des points d'intérêt de ces institutions lors de la confection de son programme annuel de travail. La Dares apporte également son appui aux services statistiques des directions régionales de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (Dreets) afin qu'elles contribuent au pilotage des politiques publiques au niveau local, produisent et mettent à disposition des acteurs locaux des analyses et évaluations.

La production de publications de référence

La Dares est l'un des principaux producteurs de données statistiques sur l'emploi, le chômage, le temps et les conditions de travail, le dialogue social, les rémunérations, les politiques de l'emploi, la formation professionnelle et les métiers.

Elle publie régulièrement :

- **des chiffres sur le marché du travail** (demandeurs d'emploi, apprentissage, emploi intérimaire, salariés détachés, salaires de base, embauches…) ;
- **des études récurrentes ou ponctuelles pour comprendre le marché du travail** (métiers en 2030, tensions sur le marché du travail, conditions de travail, dépenses de formation professionnelle, insertion professionnelle des jeunes…) ;
- **des évaluations de politiques publiques** (Plan d'investissement dans les compétences (PIC), réforme de l'assurance chômage, compte personnel de formation, aide à l'embauche des jeunes…).

INTERVIEW

SIPA

Conrad Thiounn
Datascientist big data

Quelle est la politique de la Dares en matière d'open data ?

Nous mettons depuis longtemps les données produites et collectées à disposition dans des formats utilisables par tous. Indicateurs et séries, données locales ou nationales sont mis à jour et publiés régulièrement sur notre site. Nous partageons également les synthèses et séries liées au suivi des politiques de l'emploi dans un tableau de bord spécifique : PoEm. Sur le centre d'accès sécurisé aux données (CASD), nous mettons à disposition des chercheurs des données individuelles très détaillées soumises à la confidentialité. Enfin, certains de nos fichiers de production recherche (FPR) anonymisés sont accessibles gratuitement au monde académique *via* le réseau Quetelet/Adisp (Archives de données issues de la statistique publique).

Quelles sont les évolutions en cours dans le domaine ?

Nous enrichissons en permanence nos données (datavisualisations) et la qualité de leur format (parquet plutôt que CSV). Nous avons des réflexions en cours sur l'IA – pour l'exploitation de données non structurées notamment – mais aussi sur le big data et le dimensionnement de nos infrastructures afin de pouvoir exploiter efficacement l'ensemble de nos ressources. Côté diffusion, le but est de donner encore plus de visibilité à nos données en les mettant à disposition sur OpenDataSoft.

Les productions prévues en 2024

Retrouvez ci-dessous les principales études, analyses ou séries de données qui seront publiées au cours de l'année 2024 ou début 2025.

Numérique

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
L'évolution du télétravail			Dares Analyses
Télétravail : vers l'odyssée des conditions de travail à distance ?			Dares Analyses
Les risques psychosociaux émergents du télétravail			Recherche en bref
Le télétravail post-covid : une pratique ancrée dans les entreprises		Insee	Document d'études et dossier Insee Références
La mention du télétravail dans les offres d'emploi			Dares Focus
Les travailleurs de plateformes			Dares Analyses
Télétravail et productivité			Document d'études

Transition écologique

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
L'évolution des besoins de compétences en lien avec la transition écologique dans les offres d'emploi			Dares Analyses
Quelles offres d'emploi mettent en avant la transition écologique ?			Dares Analyses

Inégalités et discriminations

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Les différences de rémunérations entre femmes et hommes sur les différentes composantes de rémunérations			Dares Analyses
Parité dans les élections professionnelles			Dares Analyses
Le compte pénibilité : une affaire d'hommes ?			Dares Analyses + Document d'études
Évolution professionnelle, conditions de travail et carrières salariales : inégalités femmes-hommes			Dares Analyses + Document d'études
Index de l'égalité professionnelle : quelles progressions depuis son entrée en vigueur ?			Dares Analyses
Index de l'égalité professionnelle : quel lien entre note et mixité de l'entreprise ?			Dares Analyses
Quelles sont les caractéristiques de l'offre de formation à la non-discrimination à l'embauche ?			Document d'études
Les compétences attendues par les recruteurs et les discriminations mesurées selon le sexe et l'origine sont-elles liées ?			Document d'études
Au-delà de la mesure, quels enseignements sur le champ de la lutte contre les discriminations ?			Document d'études
Trajectoires des candidats aux concours IRA selon le sexe et l'origine			Document d'études
Quelles pratiques des employeurs pour lutter contre la discrimination et promouvoir la diversité sont révélées dans les accords diversité ?			Document d'études
Négociation collective sur la discrimination ethno-raciale			Document d'études

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Trajectoires salariales des femmes : la perspective du plancher collant			Dares Analyses + Document d'études
Quelle exposition des travailleurs handicapés aux différents risques professionnels ?			Dares Analyses
L'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH)	Annuelle		Dares Résultats
Évaluation de la réforme (2020) de l'OETH			Document d'études
La situation sur le marché du travail des personnes handicapées selon la nature de leur handicap		Drees	Dares Analyses
Les métiers des seniors			Dares Analyses
Comment l'âge de sortie des études et les débuts de carrière s'articulent-ils ?			Dares Analyses

Politiques de l'emploi et formation professionnelle

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Rapport final du comité scientifique d'évaluation du PIC	Annuelle		Rapport du PIC
Évaluation du déploiement du PIC à l'échelle régionale : 8 monographies régionales			Rapports d'études
Évaluation qualitative du projet « Bloc de compétences et intégration transversale des enjeux numériques et énergétiques » de la Région Bourgogne-Franche-Comté			Rapport d'études
Évaluation quantitative de l'expérimentation « Modularisation des formations du BTP », portée par la Région Bourgogne-Franche-Comté			Rapport d'études
Évaluation qualitative de l'expérimentation « Itinéraire compétences » mise en œuvre en Grand Est			Rapport d'études

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Évaluation quantitative de l'expérimentation « Itinéraire compétences » mise en œuvre en Grand Est			Rapport d'études
Évaluation quantitative du programme expérimental « Prépa Rebond – Dispositifs intégrés » de la Région Pays de la Loire			Rapport d'études
Évaluation quantitative du dispositif Prépa Projet mené par la Région Bretagne dans le cadre du PIC			Rapport d'études
Évaluation quantitative du projet « Identification des besoins en compétences » en Centre-Val de Loire			Rapport d'études
Quelles transitions professionnelles les demandeurs d'emploi effectuent-ils après une formation ?			Valorisation de la recherche
Lever les freins à l'entrée en formation professionnelle – l'évaluation du dispositif « Fais-moi une place » en Seine-Saint-Denis			Valorisation de la recherche
Évaluation du programme *e-formation* mené en Occitanie			Valorisation de la recherche
Mobiliser les publics « invisibles » : l'évaluation du dispositif Étincelle de la Fondation des apprentis d'Auteuil			Valorisation de la recherche
Le dispositif des écoles de la deuxième chance : évaluation et analyses d'actions pédagogiques novatrices en faveur des jeunes sans qualification			Valorisation de la recherche
Analyse d'une démarche d'encouragement à la mobilité pour l'insertion : parcours de ménages en difficulté d'Île-de-France vers les villes moyennes			Valorisation de la recherche
Qui sont les bénéficiaires du contrat d'engagement jeune ?			Dares Analyses
Quel accompagnement des jeunes pendant le contrat d'engagement jeune ?			Dares Analyses
Mesure de l'insertion à l'issue d'un contrat aidé ou de l'insertion par l'activité économique (IAE) : enquête versus DSN			Document d'études

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Du papier à internet : effets de mode dans l'enquête auprès des sortants de l'IAE			Document d'études
CUI et IAE : comparaison de deux dispositifs d'insertion			Dares Analyses
Les contrats aidés en 2023	Annuelle		Dares Résultats
L'insertion par l'activité économique en 2023	Annuelle		Dares Résultats
Contribution au panorama de la Drees sur les minima sociaux	Annuelle	Drees	
Emplois aidés	Annuelle	Insee	Fiche Insee Références
Profil des bénéficiaires et des territoires de l'expérimentation Territoires zéro chômeurs de longue durée (TZCLD)		Comité scientifique et France Stratégie	Note du comité scientifique
Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2022	Annuelle		Dares Résultats et séries
Le financement de l'apprentissage		Depp, France compé-tences	Document d'études
Les salariés des services à la personne en 2019		Insee	Dares Résultats
L'activité des organismes de services à la personne en 2019, 2020 et 2021	Annuelle		Dares Résultats
Les services à la personne en 2019, 2020 et 2021			Dares Focus
Les services à la personne en 2022	Annuelle		Dares Résultats et séries
Insertion des apprentis (Inserjeunes)	Annuelle	Depp	Dares Résultats
Insertion des contrats de professionnalisation			Dares Résultats
L'apprentissage en 2023	Annuelle		Dares Résultats et séries
Les contrats de professionnalisation en 2023	Annuelle		Dares Résultats et séries

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Jaune budgétaire sur la formation professionnelle et l'apprentissage	Annuelle		Annexe au PLF
Ruptures de contrat d'apprentissage			Dares Analyses
Les causes des ruptures de contrat d'apprentissage			Dares Analyses
Le recours à l'alternance par les entreprises			Dares Analyses
Le compte personnel de formation en 2023	Annuelle		Dares Résultats
CPF et permis de conduire			Dares Analyses
Les utilisateurs du Compte personnel de formation (CPF) et le financement de leur formation			Dares Analyses
Le recours à la formation des personnes en recherche d'emploi (2018-2023)			Dares Analyses
Adéquation formation des demandeurs d'emploi - emploi retrouvé			Dares Analyses et Document d'études
Impact du CPF sur la formation des personnes en recherche d'emploi			Dares Analyses
L'accès à la formation des adultes en 2022		Insee	Dares Analyses
Qui sont les personnes n'ayant pas recours à la formation à but professionnel ?			Dossier Insee Références
Évolution de l'apprentissage depuis la réforme de 2018			Dossier Insee Références
Portrait des organismes de formation		Céreq	Dares Analyses
Les compétences de base des adultes (Piaac)		Depp	Dares Analyses
PoEm, tableau de bord des politiques de l'emploi : contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation, contrats aidés, IAE, emplois francs	Mensuelle		Séries

Dialogue social et rémunérations

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Évolution des salaires de base dans le secteur privé	Trimestrielle		Séries + Dares Indicateurs
La revalorisation du Smic au 1er janvier 2024	Annuelle		Dares Résultats
Portraits statistiques de branche (données 2022)	Annuelle		Séries + datavisualisation
Indices de minima de branches	Annuelle		Document d'études
Quels salariés à bas revenu salarial restent durablement dans cette situation… ou s'en sortent ?			Dossier Insee Références
Effets des dispositifs de partage de valeur ajoutée sur le salaire, l'emploi et la productivité			Recherche en bref
Salaire minimum de croissance			Fiche Insee Références
Bilan des accords d'entreprise	Annuelle		Bilan de la négociation + Dares Résultats
Bilan statistique sur les grèves en 2022	Annuelle		Bilan de la négociation + Dares Résultats
Les journées individuelles non travaillées (JINT) pour fait de grève	Annuelle		Séries
La négociation collective dans les entreprises en 2022	Annuelle		Dares Résultats
Textes et accords d'entreprise en 2023	Annuelle		Dares Résultats
Négociation et grèves dans les entreprises	Annuelle		Fiche Insee Références
Dialogue social dans les très petites entreprises en 2022	Quadriennale		Dares Résultats
Quelle place occupe le comité social et économique dans le champ des relations sociales en entreprise ?			Dares Focus
Les instances de représentation du personnel dans les entreprises en 2022	Annuelle		Dares Résultats
Les conflits du travail et les rémunérations			Document d'études

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Panorama des relations professionnelles en 2023			Dares Analyses
Les instances de représentation du personnel entre 2017 et 2023 : quelles inflexions depuis les ordonnances travail			Dares Analyses
La négociation collective d'entreprise de 2020 à 2022			Dares Analyses
Climat social et conflictualité dans les établissements : quelles réalités dans les années de crise sanitaire ?			Dares Analyses
Rapport du groupe d'experts sur le Smic	Annuelle	DG Trésor, Insee	Autre
Mission Bozio-Wasmer sur les exonérations de cotisations sociales		IGF, DG Trésor, DSS, Insee	Autre
Qui sont les travailleurs à bas revenus d'activité et quelles sont leurs situations sur le marché du travail ?			Dares Analyses

Temps et conditions de travail

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Temps de travail : heures supplémentaires, durée individuelle du travail, temps partiel, travail le dimanche, travail de nuit	Trimestrielle ou annuelle		Séries
Séries sur le volume d'heures travaillées par secteur	Trimestrielle		Commission européenne
Durée du travail	Annuelle	Insee	Fiche Insee Références
Organisation du temps de travail	Annuelle	Insee	Fiche Insee Références
Travail à temps partiel	Annuelle	Insee	Fiche Insee Références
Durée et conditions de travail	Annuelle	Insee	Fiche Insee Références
Le temps de travail des non-salariés			Dares Analyses

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Qui sont les salariés concernés par des heures supplémentaires en 2023 ?			Dares Résultats
Les retraités actifs et leur temps de travail			Dares Analyses
Comment les entreprises du secteur privé aménagent-elles le temps de travail ?			Dares Focus
Les salariés du privé connaissent-ils les risques liés à leur activité professionnelle et les dispositifs de prévention préconisés ?			Dares Analyses
Les pratiques de prévention des risques professionnels des employeurs			Dares Analyses
Les conditions de travail difficiles sont-elles compensées monétairement ?			Document d'études
Les salariés victimes d'accidents de trajet professionnel en 2019			Dares Résultats
Comment se répartit le temps partiel ?			Dares Analyses
Temps partiel et conditions de travail : travailler moins pour travailler mieux ?			Dares Analyses + Document d'études
Santé mentale et expérience du travail			Valorisation de la recherche
L'effet des conditions de travail sur le recours aux soins et la santé			Document d'études
Quelles traces de la crise sanitaire sur les conditions de travail et les risques psychosociaux ?			Dares Analyses
Conditions de travail à l'entrée dans la vie active			Dares Analyses
Les effets du mode de collecte sur les comportements de réponse			Document d'études
Quelle organisation et quelle prévention pour limiter les accidents de travail ?			Dares Analyses
Bien-être et conditions de travail des salariés en emploi temporaire			Document d'études

Emploi et chômage

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Note de situation du marché du travail	Trimestrielle		Autre
Les seniors sur le marché du travail en 2023	Annuelle		Dares Résultats
Analyse des cycles d'activité par les transitions emploi/chômage/inactivité (churn)			Document d'études
Distances domicile-travail et recrutements distants suite à la crise sanitaire			Dares Analyses
Impact de la réforme de la condition d'affiliation minimale à l'assurance chômage sur les comportements de retour à l'emploi et d'inscription à France Travail (ex-Pôle emploi)			Document d'études
Réforme de l'assurance chômage : le passage de 4 à 6 mois de cotisation minimum entraîne-t-il un allongement des contrats ?			Document d'études
Le dispositif du bonus-malus affecte-t-il les recrutements des entreprises et établissements ?		Crest	Dares Analyses + Document d'études
Emploi intérimaire	Mensuelle, trimestrielle, annuelle		Séries + Dares Indicateurs
Estimation flash de l'emploi salarié privé	Trimestrielle	Insee, Urssaf caisse nationale	Séries + Informations Rapides
Estimation d'emploi salarié	Trimestrielle	Insee, Urssaf caisse nationale	Séries + Informations Rapides
Déclinaison par âge, sexe et type de contrat (CDD/CDI) des estimations trimestrielles d'emploi		Insee, Urssaf caisse nationale	Séries + Informations Rapides
L'emploi des salariés détachés en 2023	Annuelle		Dares Résultats

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Quels sont les freins à la reprise d'un emploi ?			Dares Analyses
Les ruptures conventionnelles	Annuelle		Dares Résultats
Les mouvements de main-d'œuvre	Trimestrielle		Séries + Dares Indicateurs
Les mouvements de main-d'œuvre	Annuelle	Insee, Urssaf caisse nationale	Fiches Insee Références
L'emploi étudiant			Dares Analyses
Solde des cotisations et des coûts à l'AC et application au bonus-malus			Dares Analyses
Effets de la réforme du SJR sur le recours à l'assurance chômage			Document d'études
Statistiques sur le marché du travail : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi	Mensuelle et trimestrielle	France Travail	Séries + Dares Indicateurs + datavisualisation
Fiches thématiques et annexes pour l'Insee Références Emploi, chômage, revenus du travail : les demandeurs d'emploi	Annuelle	Insee	Fiches Insee Références
Conséquences de la mise en place de la loi plein emploi sur les statistiques de demandeurs d'emploi			Rapport du groupe de travail du Cnis
Que deviennent les demandeurs d'emploi après une radiation ?			Dares Analyses
Recours des entreprises à l'activité partielle	Trimestrielle		Dares Résultats
Bilan enquête sortants 2023	Annuelle	Pôle emploi	Dares Résultats
Mesures du retour à l'emploi des demandeurs d'emploi			Autre
Étude sur les bénéficiaires du RSA inscrits ou non à France Travail			Dares Focus
Les bénéficiaires de l'indemnisation chômage	Annuelle	Drees	Commission européenne

Intitulé	Périodicité	Partenaires	Diffusion
Les dispositifs de restructuration économique	Trimestrielle	DGEFP	Séries
Bilan indemnisation 2023	Annuelle		Dares Résultats
L'indemnisation du chômage	Annuelle	Insee	Fiche Insee Références
Les dispositifs publics accompagnant les ruptures collectives de contrat de travail en 2022 et 2023	Annuelle		Dares Résultats
Évaluation de la réforme de la dégressivité des allocations chômage			Document d'études
Rapport final d'évaluation de la réforme 2019 de l'assurance chômage (début 2025)		Unédic	Autres publications Dares
Évaluation de l'accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA		IPP	Document d'études
Sanction des bénéficiaires du RSA		Cnaf	
Quels taux d'emplois vacants dans les très petites entreprises ?			Dares Focus
Tensions sur le marché du travail et attractivité salariale en 2023	Annuelle	France Travail	Dares Résultats
Les transitions professionnelles			Dares Analyses + datavisualisation
Document méthodologique sur la refonte de la nomenclature des familles professionnelles 2021			Autre

Les enquêtes sur le terrain en 2024

		Janvier	Février	Mars		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Politiques d'emploi et formation professionnelle	Enquête Formation employeur (EFE)													
	Les sortants de l'insertion par l'activité économique (IAE)													
Dialogue social et rémunérations	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo)													
	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre – Enquête annuelle sur les très petites entreprises (Acemo TPE)													
	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre – Enquête annuelle sur la participation, l'intéressement et l'épargne d'entreprise (Acemo Pipa)													
	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre – Enquête annuelle sur le dialogue social en entreprise (Acemo DSE)													
	Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Ecmoss) – en partenariat avec l'Insee													
Temps et conditions de travail	Conditions de travail et risques psychosociaux													
Emploi et chômage	Les sortants des listes de demandeurs d'emploi de France Travail													

Liste des sigles

Acemo	Enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre
Acemo DES	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur le dialogue social en entreprise
Adisp	Archives des données issues de la statistique publique
APR	Appel à projets de recherches
ATMT	Accidents du travail et maladies professionnelles
BDESE	Base de données économiques, sociales et environnementales
BIT	Bureau international du travail
CASD	Centre d'accès sécurisé aux données
CDD	Contrat à durée déterminée
CEET	Centre d'études de l'emploi et du travail
CEJ	Contrat d'engagement jeune
Céreq	Centre d'études et de recherches sur les qualifications
CICE	Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi
Cnaf	Caisse nationale d'allocations familiales
Cnam	Conservatoire national des arts et métiers
Cnis	Conseil national de l'information statistique
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CPF	Compte personnel de formation
CSE	Comité social et économique
DADS	Déclaration annuelle de données sociales
Depp	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
DGEFP	Délégation générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle
DGT	Direction générale du travail
DGTrésor	Direction générale du trésor
Drees	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
Dreets	Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
DSN	Déclaration sociale nominative
EFE	Enquête formation employeur
ETOF	Enquête sur les transformations de l'offre de formation
Force	Formation, chômage et emploi
FPR	Fichiers de production recherche anonymisés
IA	Intelligence artificielle
Ires	Institut de recherches économiques et sociales
Jocas	*Job offers collection and analysis system*
Midas	Minima sociaux, droits d'assurance chômage et parcours salariés

Nova	Système d'information sur l'activité des organismes de services à la personne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OETH	Obligation d'emploi des travailleurs handicapés
Oripa	Enquête sur l'orientation et les parcours en apprentissage
PIAAC	*Programme for the International Assessment of Adult Competencies*
PIC	Plan d'investissement dans les compétences
PMT	Politiques pour le marché du travail
PoEm	Tableau de bord sur les politiques de l'emploi
Reponse	Enquête sur les relations professionnelles et négociations d'entreprise
RGPD	Règlement général sur la protection des données
Rome	Répertoire opérationnel des métiers et des emplois
RPS	Risques psychosociaux
RSA	Revenu de solidarité active
Sies	Systèmes d'information et d'études statistiques
Smic	Salaire minimum de croissance
SRCV	Statistiques sur les ressources et conditions de vie (enquête Insee)
Sumer	Surveillance médicale des expositions des salariés aux risques professionnels
Tracov	Enquête sur le vécu du travail et du chômage pendant la crise liée au Covid-19
TZCLD	Territoires zéro chômeur de longue durée

Directeur de la publication : Michel Houdebine, directeur de la Dares
Coordination : Magali Madeira
Conception éditoriale : Citizen press
Conception graphique : Christophe Chauvin, Valérie Olivier
Contact : dares.travail-emploi.gouv.fr/contact
Imprimé par : le ministère des Armées
Dépôt légal : juillet 2024
Dares : 78-84, rue Olivier de Serres – CS 59234 – 75739 Paris cedex
dares.travail-emploi.gouv.fr

Remerciements à toutes les personnes de la Dares qui ont contribué à l'élaboration de ce document.

dares.travail-emploi.gouv.fr

Direction de l'Animation de la recherche,
des Études et des Statistiques du ministère
chargé du Travail

78, rue Olivier de Serres
75015 Paris

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Dares

STATISTIQUE PUBLIQUE